

Présente

QUELLES ALLIANCES STRATÉGIQUES POUR LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION ?

par

.....
ANTOINE LAGNEAU • 2013

Du Collectif Quartiers en Transition et membre du collectif ALDEAH (*Alternatives au Développement Extractiviste et Anthropocentré*). Chercheur associé *Barricade*

LE MOUVEMENT DES INITIATIVES DE TRANSITION EXCELLE LÀ OÙ D'AUTRES CALENT : UNE ACTION POLITIQUE HYPER-LOCALE ET LA MISE EN ACTION D'UNE FRANGE DE LA POPULATION NON-MILITANTE, VOIRE « DÉPOLITISÉE ». IL A RÉUSSI CE PARI GRÂCE À UNE VISION TRÈS PRAGMATIQUE ET POSITIVE DE L'AVENIR ET SURTOUT PAR L'ÉVITEMENT DE TOUTE CONFLICTUALITÉ. AUJOURD'HUI, LE MOUVEMENT SEMBLE AVOIR HEURTÉ QUELQUES LIMITES. LE TEMPS DES ALLIANCES SERAIT-IL VENU ? MAIS PEUT-IL FAIRE ALLIANCE AVEC (ET DONC INCLURE) DES MOUVEMENTS « MILITANTS » ? CETTE QUESTION PERMET DE RENOUVELER LES RAPPORTS DE SOLIDARITÉ NORD-SUD, ET D'ANALYSER LE PHÉNOMÈNE DES ZAD (ZONES À DÉFENDRE).

IL N'AURA FALLU QUE PEU DE TEMPS pour que le mouvement de la Transition passe de l'ombre à la lumière. Lancé en 2005 dans la petite ville anglaise de Totnes, il s'est rapidement propagé à travers le Royaume-Uni avant d'essaimer progressivement dans le monde entier. Rob Hopkins¹, l'initiateur du mouvement, reconnaît dans une interview de la revue *Imagine* que l'ampleur du phénomène l'a profondément étonné : « lorsque nous avons démarré à Totnes, nous ne pensions pas susciter de l'intérêt ailleurs qu'ici. Nous avons donc été surpris par le cours des événements ». C'est ce que confirment John Barry et Stephen Quilley² pour qui la Transition est « le mouvement écologiste

.....
1 Rob Hopkins est le fondateur de *Transition Town Totnes* (TTT) et du *Réseau des villes en Transition* (*Transition Network*). Il a de nombreuses années d'expérience dans l'éducation, l'enseignement de la permaculture et l'écobioconstruction.

2 Luc SEMAL, « Politique locale de décroissance » in *Penser la décroissance – Politiques de l'Anthropocène* (sous la direction d'Agnès SINAÏ), Éd. Les presses de Science-Po, 2013.

ayant connu la croissance la plus rapide dans le monde anglophone au cours de la dernière décennie».

Au départ, il y a donc un constat : confrontée au dérèglement climatique et à l'épuisement du pétrole, notre société doit profondément revoir ses rapports à l'énergie, aux transports et à l'agriculture sous peine de risquer un effondrement. Mais alors que ce discours pourrait rapidement devenir anxiogène, la Transition propose au contraire une vision volontairement optimiste pour bâtir un nouvel imaginaire. Comment ? En s'appuyant sur les initiatives locales développées à partir de petits territoires –village, ville moyenne, quartier–, échelles pourtant souvent considérées comme peu pertinentes pour faire face aux enjeux climatiques.

Par ailleurs, «les activités des groupes de Transition sont plutôt orientées vers la formulation de propositions positives, élaborées de manière aussi inclusive que possible, et cette logique les incite à éviter de nommer des ennemis. Cette stratégie est évidemment discutée au sein même des Villes en Transition, puisqu'elle est parfois difficilement tenable face à des projets urbanistiques aberrants, mais elle fait globalement consensus : les Villes en Transition ne doivent pas apparaître comme une force de dénonciation permanente, mais plutôt comme une force de proposition constructive», résume Luc Semal³.

D'un autre côté, il y a, parmi les mouvements ayant reconnu la gravité des catastrophes écologiques et la probabilité croissante et non-négligeable d'un effondrement, les mouvements dits «contestataires», ceux qui s'opposent, qui luttent, qui résistent : la décroissance, les anti-extractivistes⁴, les luddites anti-technologistes, etc. Les objectifs sont les mêmes, mais les moyens sont très différents.

LE CAS DU PHOSPHATE

Pour montrer que Transition et anti-extractivisme sont les deux faces d'une même pièce, prenons l'exemple du phosphate. Depuis l'origine de l'agriculture, on avait recours aux déchets organiques pour enrichir les sols (détritrus, excréments, fumier...). Mais la découverte des propriétés fertilisantes des minerais phosphatés a bouleversé les pratiques agricoles.

À partir de 1840, l'Angleterre, puis vingt ans plus tard la France, s'engagent donc résolument dans l'utilisation d'engrais phosphatés pour augmenter leurs rendements et ne plus dépendre des engrais humains et animaux. Ainsi, la production alimentaire, devenue industrielle, augmente, nourrissant une po-

.....
3 Luc SEMAL & Mathilde SZUBA, «Villes en Transition : imaginer des relocalisations en urgence», *Mouvements*, 2010.
www.mouvements.info/Villes-en-transition-imaginer-des.html

4 Anna BEDNIK, «L'anti-extractivisme, un mouvement compatible avec la transition ?», *Barricade*, 2013. Disponible sur www.barricade.be

pulation en pleine expansion. L'agriculture change définitivement de visage et entre brusquement dans l'ère industrielle⁵.

Cent cinquante ans après, l'agriculture industrielle s'est répandue sous le nom de *Révolution verte*, et ses besoins en phosphore n'ont cessé de croître. Mais il y a trois conséquences à ce phénomène. La première est une pollution massive et dramatique des fleuves, des rivières et des océans par les rejets de phosphates qui ne sont plus absorbés par les cycles naturels. En effet, les lisiers et autres excréments sont devenus inutiles, ils sont donc rejetés. Ils ont perdu leur statut de précieux auxiliaires des paysans, ils sont devenus des déchets!

La deuxième conséquence est l'épuisement annoncé des minerais. Comme pour les autres ressources fossiles, celui-ci n'est pas éternel. La chercheuse Dana Cordell de l'Université Linköpings en Suède estime ainsi que les réserves de phosphates pourraient passer leur pic vers 2030 et décroître inexorablement au cours de la seconde moitié du XXI^e siècle⁶.

La troisième conséquence se trouve en amont. Pour étancher cette soif de croissance, l'extraction du phosphate se poursuit dans des mines toujours plus grandes et profondes causant des dégâts irréversibles à l'environnement, affectant la santé des populations et détruisant des territoires entiers à l'image ou du Togo ou de l'île de Nauru. Tragique destin que celui vécu par cette petite île du Pacifique qui fut l'un des pays les plus riches du monde grâce à ses réserves de phosphate mais qui, après l'épuisement de celui-ci au début des années 90, sombra dans une crise économique et écologique dont elle n'est toujours pas sortie⁷.

Cette mécanique industrielle infernale est précisément l'inverse du projet de la Transition qui tente de casser ces logiques linéaires en refermant les cycles. C'est l'objectif de l'agroécologie, de la permaculture et de l'agriculture urbaine. Ainsi, on résout trois problèmes d'un coup : l'épuisement des ressources, l'extraction en amont et la pollution en aval.

Or, pour agir, nous disposons de plusieurs leviers d'action. Il y a bien sûr le changement du mode de vie du consommateur et du producteur (au centre), mais il y a aussi la lutte contre la pollution (en aval) et la lutte contre l'extractivisme (en amont). Le mouvement des initiatives de Transition se situe clairement dans l'invention de nouveaux modes de vie du consommateur et du producteur. Mais cela est-il suffisant à l'échelle mondiale?

Si les pays occidentaux et notamment l'Europe observent un ralentissement de leur économie, ce n'est pas le cas des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) chez qui le consumérisme explose littéralement, avec pour conséquence, une accélération de l'extraction de matières premières, dont les phosphates. Face à

5 A.L. SMIT « L'épuisement du phosphore : une crise invisible? », *Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA)*, 2011.
Disponible sur <http://knowledge.cta.int>

6 D. CORDELL, J.O. DRANGERT & S. WHITE, « The story of phosphorus: Global food security and food for thought », *Global Environmental Change*, 2009, 19(2), pp 292-305.

7 LUC FOLLIET, *Nauru, l'île dévastée. Comment la civilisation capitaliste a anéanti le pays le plus riche du monde*, La Découverte, 2010.

ces puissances, peut-on simplement se permettre de changer localement nos modes de consommation et de production ?

L'histoire du phosphate, comme celles des autres ressources non renouvelables (pétrole, gaz naturel, uranium, charbon, métaux, etc.) pourrait aisément constituer le point de rencontre du mouvement de la Transition et de celui des luttes anti-extractivistes⁸.

RENOUVELER LES LIENS DE SOLIDARITÉ NORD-SUD ?

La mondialisation du capital s'est accompagnée dans les années 90 et 2000 d'une mondialisation des luttes. On a vu apparaître une convergence des résistances qui s'est cristallisée dans les forums sociaux et la constitution de réseaux internationaux (comme le réseau *Via Campesina* pour la question des luttes paysannes). Mais ces mouvements de solidarité partent d'une vision linéaire de l'avenir, imaginant que la mondialisation va continuer. Or, les partisans du mouvement de la Transition pensent justement le contraire : la démondialisation a déjà commencé, et les échanges internationaux vont se contracter⁹. Comment dès lors repenser des rapports de solidarité Nord-Sud dans un contexte de ralentissement des échanges et de relocalisation des économies ?

L'une des pistes que nous proposons, et qui est évoquée par Carlos Aguilar dans un rapport de l'AITEC publié en 2012¹⁰, est de faire converger le mouvement de la Transition avec les luttes anti-extractivistes. La lutte contre une exploitation minière telle que l'extraction du phosphate passe souvent, outre l'acte de résistance, par la démonstration que des alternatives locales sont possibles.

La Transition avec ses expérimentations de terrain au Nord comme au Sud, constitue donc un atout crédible notamment face aux poids des lobbies locaux, économiques et politiques. « Le discours des gouverneurs provinciaux qui posent comme unique solution le développement des activités minières sont souvent ceux qui ont étranglé antérieurement leurs économies régionales. L'alternative passe sans aucun doute par un projet beaucoup plus modeste, sans grand projet, minier ou autre, mais par des actions qui renforcent les éco-

8 L'extractivisme est l'exploitation massive de la nature et de ses ressources, aussi bien non-renouvelables (hydrocarbures et minerais) que renouvelables, lorsque la vitesse des prélèvements de ces dernières compromet leur renouvellement (agro-industrie, qui extrait les nutriments des sols, pêche intensive, élevages industriels, etc.). Lire Anna BEDNIK, *op. cit.*

9 Jacques SAPIR, *La démondialisation*, Seuil, 2011.
Jeremy RIFKIN, *La Troisième révolution industrielle*, Les liens qui libèrent, 2012.

10 Carlos Aguilar, ancien chercheur de l'*Institut brésilien d'analyses sociales et économiques*. Rapport de l'AITEC publié en 2012, Au lieu d'exporter la crise, importons les alternatives! : « promouvoir le débat et des propositions alternatives sur la transition vers une société post extractive, compte tenu des connaissances et des expériences déjà développées dans d'autres régions y compris en Europe, en Asie et en Afrique. La promotion de différents espaces régionaux de discussion peut être la base de propositions plus avancées, qui s'appuient sur des expériences concrètes, vers un modèle de Transition ».

nomies régionales et qui sont compatibles avec la vie des populations» analyse la sociologue argentine Maristella Svampa¹¹.

Parallèlement, le témoignage des luttes et des résistances locales anti-extractivistes permettraient d'apporter au mouvement de la Transition du monde entier une dimension de solidarité supplémentaire, celle dont on a besoin pour se sentir faire partie d'un monde commun. Mais cette convergence, qui aurait un effet bénéfique mutuel, reste à construire.

LES ZONES À DÉFENDRE (ZAD)

Revenons au Nord. Depuis quelques mois, sur fond de crise économique et environnementale, de nombreux combats contre des *Grands Projets Inutiles Imposés* (GPII), tels que des grandes infrastructures routières ou aéroportuaires ont occupé le devant de la scène politique et médiatique en France. Difficile de ne pas penser ici à Notre-Dame-des-Landes, petit village de l'ouest de la France choisi pour accueillir le futur grand aéroport de Nantes. Restée longtemps confidentielle, la mobilisation contre ce projet a pris une tournure nouvelle en octobre 2012 quand le gouvernement socialiste élu quelques mois plus tôt a réaffirmé son intention de voir ce projet aboutir en 2017. En quelques jours, Notre-Dame-des-Landes s'est transformé en un véritable Larzac¹² du XXI^e siècle rassemblant, à l'occasion de plusieurs grandes manifestations, des milliers de manifestants venus de toutes les régions et de toutes les catégories sociales.

Cette lutte est devenue le porte-drapeau des oppositions aux GPII en donnant naissance à une nouvelle forme de mobilisation : les *Zones À Défendre* (ZAD). Rapidement, des dizaines de ZAD ont fleuri en France¹³ pour contrer des projets de centres commerciaux géants, d'autoroutes, de grands stades, etc. En toile de fond, il y a bien sûr la préservation de l'environnement mais surtout des terres agricoles dont nous aurons besoin pour la Transition.

Les ZAD rassemblent des personnes d'horizons très divers. On y trouve des paysans du Larzac venus en soutien, des militants écologistes, des luddites (anti-technologie), des anarchistes et libertaires, des décroissants, mais aussi des étudiants ou des retraités, urbains ou ruraux qui ensemble forme une coalition hétérogène, transgénérationnelle et transpartisane, déterminée à résister. En somme, un véritable petit peuple de l'écologie et de la transition, qui expérimente grandeur nature, la permaculture, fabrique éoliennes et fours solaires, invente de nouvelles formes de démocraties horizontales... En France, le mensuel *Silence!* dans son numéro de juin 2013 a comptabilisé près d'une centaine de GPII. Bien sûr, tous n'ont pas encore leur ZAD mais les Zadistes (comme ils

11 Maxime COMBES & Sophie CHAPPELLE, « Déconstruire l'imaginaire extractiviste, entretien avec Maristella Svampa », *Mouvements*, 2010. Disponible sur www.mouvements.info

12 La lutte du Larzac de 1971 à 1981 a été un mouvement de désobéissance civile non-violente qui s'est organisée autour de 103 paysans locaux qui se sont soulevés contre l'expropriation de leurs terres après que le ministre de la Défense Michel Debré a décidé l'agrandissement du camp militaire du Larzac de 13 700 hectares.

13 Voir le numéro de la revue *Silence!* de juin 2013.

se surnomment eux-mêmes) de Notre-Dame-des-Landes ont bien l'intention de ne pas s'arrêter là et continuer à « semer des ZAD partout ».

Pour Maxime Combes et Nicolas Haeringer¹⁴, ces zones ne sont pas que des lieux d'opposition, ils sont aussi des terrains d'expérimentation du futur. « Le territoire n'est pas ici un confetti qu'il faudrait sauver des dégâts du productivisme, de l'industrialisation ou de la mondialisation néolibérale. Il est au contraire l'espace à partir duquel se construisent résistances et alternatives. Ici aucun égoïsme du type *Je ne veux pas de ce projet chez moi, ailleurs, je m'en fiche*; la préservation, la promotion et la résilience de tous les territoires représentent l'horizon d'ensemble ».

Les ZAD ne sont-elles pas naturellement devenues le creuset d'une articulation entre le mouvement de la Transition et des mouvements de résistances? C'est possible. D'ailleurs, beaucoup de militants se reconnaissent indistinctement dans ces mouvements. À l'image d'un collectif d'associations qui lançait en 2012, dans un appel baptisé *Minga*¹⁵: « nos engagements sont complémentaires: nos résistances entravent les rouages du même système *extraction-production-consommation*, en refusant les rôles que celui-ci nous assigne. L'opposition tant à l'extractivisme qu'aux mégaprojets peuvent être considérées comme un préalable à la transition afin de changer de paradigme et sortir d'un système économique destructeur. Inversement, la construction d'expériences alternatives concrètes renforce les luttes. C'est la preuve par l'exemple qu'il est possible de vivre autrement ».

Toutefois, cette idée de convergence, une fois explicitée, risque de se heurter au principe d'inclusivité de la transition. Le mouvement de la Transition peut-il se permettre de faire des alliances qui perturberont les sensibilités de sa base populaire? Ou au contraire, ces luttes ne permettent-elles pas justement d'engager des réflexions d'éducation populaire avec des personnes « en transition », c'est-à-dire en cours de politisation? Enfin, tout simplement, faut-il nécessairement rendre explicite ces alliances, ne vaut-il mieux pas laisser faire les choses naturellement? Nous n'avons pas de réponses à ces questions, nous avons juste l'intuition que de nombreux(se)s transitionneur(se)s ont besoin de ces lieux et de ces moments de luttes, simplement car telle est leur éthique.

Cet intérêt pour les résistances anti-extractivistes, en Amérique latine ou en Afrique par exemple, permettrait aussi de contourner certaines critiques faites à la Transition de cultiver une forme de « repli sur soi ». Ce n'est évidemment pas le souhait ni ce qui animent les transitionneurs pour qui l'universalisme reste un principe intangible. Mais certaines mouvances nationalistes, promptes à s'identifier aux thématiques de la relocalisation pourraient pourtant s'en saisir par opportunisme idéologique.

14 Maxime COMBES & Nicolas HAERINGER, « Notre-Dame-des-Landes, un *Occupy* à la française? », *Libération*, 2012.

15 « Appel pour une MINGA des luttes-alternatives, Non à l'extractivisme, oui à la Transition! » www.aldeah.org/fr/minga

DÉVELOPPEMENT DURABLE, LE CONTRE EXEMPLE

Cette récupération est d'ailleurs l'un des grands écueils que ce mouvement va devoir affronter à moyen terme. Car l'extrémisme nationaliste n'est évidemment pas le seul à s'intéresser à celui-ci. Des formations politiques bien plus présentables ont aussi un œil sur elle et n'hésitent déjà plus à y faire référence, implicitement.

Ainsi en France, s'est ouvert à l'automne 2012 un débat sur la « transition énergétique » dont l'objectif est d'engager l'hexagone sur un voie énergétique vertueuse. Un projet qui n'est pas sans rappeler celui des initiatives en transition mais qui est pourtant loin d'en prendre le chemin si l'on écoute les associations environnementales qui suivent ce processus. La transition est donc sur toutes les lèvres, et le capitalisme, passé maître dans l'art de la récupération, a lui aussi compris la nécessité de regarder ce mouvement de plus près.

Ces multiples marques d'intérêt pour la Transition font craindre un destin éventuellement semblable à celui du développement durable. Théorisé par le rapport Brundtland¹⁶ dès 1987, ce concept allait être popularisé en 1992 à l'occasion du premier sommet de la terre organisé à Rio. C'était l'époque où mouvements écologistes, gouvernements et institutions internationales s'enthousiasmaient alors pour ce nouveau modèle de société, respectueux des hommes et de la nature. Las, non seulement les engagements pris allaient très vite rester lettre morte mais pire encore, le développement durable devait bientôt servir d'alibi au néolibéralisme pour repeindre en vert ses dérives en ne changeant rien à ses pratiques. Vingt ans après, le développement durable ne fait plus rêver personne et est même devenu, pour beaucoup d'écologistes, le symbole du *greenwashing*¹⁷.

Sans anticiper sur une destinée semblable, le mouvement de la Transition se doit néanmoins d'en tirer les leçons et de rechercher notamment comment se prémunir de ce que l'on pourrait appeler un « détournement sémantique ». C'est en partie ce qui a fait sombrer le développement durable dont le sens premier a été récupéré puis détourné à l'image des grands groupes nucléaires ou automobiles qui s'en sont emparés pour *écologiser* leur discours.

La question, plus pragmatique, qui se pose donc ici, au moment où le mot Transition fait mouche dans toute la société, où le mouvement voit sa croissance ralentir quelque peu, et où se créent des lieux de convergence très intéressants (ZAD...), est celle des alliances stratégiques. Avec qui peut-on s'allier pour à la fois élargir le mouvement et ne pas dénaturer la substance du concept de Transition ?

ANTOINE LAGNEAU, juin 2013

.....
16 Le rapport Brundtland, est issu des travaux de la commission des Nations Unies pour l'environnement et le développement. Paru en 1987 en anglais et 1988 en traduction française, il donne la première définition officielle du développement durable: « Un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leurs ».

17 Le *greenwashing* est l'utilisation abusive ou mensongère de l'argument écologique ou du développement durable dans la publicité, pour une marque, un produit ou une entreprise.

Barricade se définit comme un espace public, un lieu dédié à la confrontation des idées, et comme une plate-forme permettant la rencontre des différents mondes militants, du secteur de l'éducation permanente au milieu syndical en passant par le monde académique ou le secteur de l'économie sociale.

Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, l'asbl Barricade s'est développée depuis 1996 dans le quartier Pierreuse à Liège via diverses expérimentations culturelles, sociales et économiques. Sa librairie « Entre-Temps », à la fois militante et généraliste, est emblématique du projet. A l'intersection du secteur de l'économie sociale et de l'éducation permanente, elle revendique un fonctionnement autogestionnaire et une finalité culturelle et sociale plutôt que le profit.

Toutes les analyses sur :

www.barricade.be

POUR ALLER PLUS LOIN

LIVRES

Hervé KEMPF, *Fin de l'Occident, naissance du monde*, Le Seuil, 2013

Le journaliste Hervé Kempf auteurs de nombreux livres sur les questions sociales, économiques et écologique et créateur du blog *Reporterre* explique pourquoi il faut empêcher que le modèle de développement occidental ne s'étende à la planète entière et démontre de manière convaincante qu'il est possible de changer de paradigme.

COLLECTIF, *ZAD partout: zone à défendre à Notre-Dame-des-Landes*, L'Insomniaque, 2013

Un « beau » livre témoignage, autour de textes saisis au vol et de photos prises sur le vif qui retracent l'aventure de Notre-Dame-des-Landes, véritable « première » ZAD née dans le bocage breton.

Hugo CARTON, « Freins et leviers des politiques de résilience locale en Europe », rapport de l'*Institut Momentum* pour Les Verts-ALE du Parlement européen, 2012

En un quarantaine de pages, Hugo Carton, chercheur associé à l'*Institut Momentum*, décrypte le concept de la résilience et le met en perspective à travers différents courants d'idées, du mouvement de la transition en passant par le municipalisme libertaire ou la pensée d'Ivan Illitch. Une étude qui permet de bien cerner les enjeux de ce concept tout en ouvrant des perspectives, autour notamment de la notion de biorégion.

Philippe BIHOUX & Benoît DE GUILLEBON, *Quel futur pour les métaux?*, EDP Sciences, 2010

Le pic du pétrole, avec le changement climatique, est l'un des deux déclencheurs qui a débouché sur la construction du mouvement de la transition. Mais ce pic en cache un autre: le *peak everything* ou plutôt le pic des métaux. C'est ce qu'explique de manière didactique Philippe Bihoux et Benoît de Guillebon en montrant comment le dogme croissantiste alimente la course à l'extraction de métaux pour nourrir notre société de consommation. Avec, à l'arrivée, un épuisement général de ces ressources fossiles.

FILMS ET DOCUMENTAIRES

Vers une famine planétaire, de Christiane Schwarz et Marcel Weingärtner, Arte 2013
<http://future.arte.tv/fr/sujet/lindispensable-phosphore>

Un excellent documentaire qui en 50 min permet de comprendre comment l'humanité et son agriculture sont devenues dépendantes du phosphate.

Notre-Dame-des-Landes #NDDL - Notre Dame des Luttés! de Jean-François Castel, Les Films du Rocher, 2012. www.youtube.com/watch?v=Ipyo1M4Bci4

Retour avec force témoignages et belles images sur l'histoire d'une mobilisation qui en quelques mois, a fait remonter à la surface, les souvenirs du Larzac des années 70.

ACTIONS / ASSOCIATIONS

zad.nadir.org

Le site des occupant-es de la ZAD

acipa.free.fr

Le site de l'*Association Citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre-Dame-des-Landes*

www.reporterre.net

Créé en 2006 par Hervé Kempf, ce site permet d'informer sur les liens entre la crise écologique, les injustices sociales et les menaces sur les libertés.